

Source : via e-mail

Téléchargement 05 10 2020

En Allemagne, les rénovations énergétiques des bâtiments n'ont pas fait baisser la consommation

Si la tendance se poursuit, les objectifs de l'Allemagne en matière de diminution de CO2 des habitations – moins 55 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990 – ont peu de chances d'être tenus.

Par [Cécile Boutelet](#) - 05 10 2020

Le logement compte pour un tiers des émissions de gaz à effet de serre totales de l'Allemagne, et 35 % de la consommation d'énergie.

Le constat est des plus déprimants : malgré les milliards investis dans la rénovation énergétique des bâtiments depuis une décennie en Allemagne, la consommation énergétique du logement est restée stable. Pis : non seulement la baisse des dépenses de chauffage ne compense pas le coût des travaux, mais les rénovations agissent souvent comme un facteur d'augmentation des loyers, souvent disproportionné. Conséquence : ce sont les foyers les plus pauvres qui payent le plus lourd tribut, sans réduction significative des émissions de CO2. La GdW, la plus grande fédération allemande de sociétés immobilières, qui représente 6 millions de logements et 13 millions d'habitants, plaide pour un changement de stratégie.

L'effet rebond

Dans un rapport publié début juillet, la GdW a relevé que plus de 340 milliards d'euros ont été investis au total dans la rénovation énergétique des bâtiments depuis 2010. Ces travaux, soutenus par la banque publique d'investissement KfW, comprennent le changement de fenêtres, de nouveaux systèmes de chauffage et l'isolation des façades. Pourtant, malgré les gigantesques investissements, la consommation énergétique, qui avait baissé de 31 % entre 1990 et 2010, est depuis cette date restée au même niveau.

En 2010, un foyer consommait en moyenne 131 kilowatt/heure thermique par mètre carré. En 2018, il en consomme... 130. Si la tendance se poursuit, les objectifs de l'Allemagne en matière de diminution de CO2 des habitations – moins 55 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990, moins 80 % à 95 % en 2050 – ont peu de chances d'être tenus. Le logement compte pour un tiers des émissions de gaz à effet de serre totales du pays et 35 % de la consommation d'énergie.

Comme expliquer une telle contre-performance ?

La GdW souligne plusieurs causes. La première est le fameux « effet rebond » : dans des logements mieux isolés, avec des prix des énergies fossiles en baisse depuis 2013, les occupants ne sont pas incités à bouder leur confort. Au lieu de chauffer à 20 °C, ils préfèrent pousser à 22 °C. S'ajoute à cela que certaines rénovations sont parfois inefficaces.

« Nous devons abandonner les rénovations énergétiques et les isolations de plus en plus chères », Axel Gedaschko, président de la fédération immobilière GdW

C'est le cas de chauffages, qui, mal calibrés, consomment autant que les anciens. L'isolation des façades côté sud a aussi un effet contre productif s'il empêche le bâtiment de se réchauffer avec les rayons du soleil. Le président de la GdW, Axel Gedaschko, recommande donc de changer de critère pour définir l'habitat vertueux : il faut cesser de regarder la consommation d'énergie théorique d'un bâtiment, mais mesurer les émissions réelles de CO2, auquel il faut attribuer un prix. « Nous devons abandonner les rénovations énergétiques et les isolations de plus en plus chères, et opter pour une

fabrication d'énergie décentralisée faible en carbone, avec des techniques numériques d'évitement des émissions », a déclaré M. Gedaschko.

L'opposition réclame aussi une réforme du dispositif. « Le fétiche de l'efficacité pour la rénovation énergétique des bâtiments est un chemin de croix, ce sont des milliards d'euros pour la protection du climat qui disparaissent, sans effet, » brocarde Daniel Föst, du parti libéral FDP, dans le quotidien Handelsblatt, le 30 septembre. Le parti écologiste Alliance 90/Les Verts recommande, de son côté, un changement dans la répartition des coûts des rénovations. Le risque, si aucune réforme n'est faite, est que les catégories de la population les moins aisées, rejetées des villes avec l'augmentation des prix de l'immobilier, ne comprennent plus le sens des mesures de lutte contre le changement climatique." (publié par Joëlle Leconte)